Elections législatives, mars 1978
1er circonscription
Genevilliers, Villeneuve
(Hauts-de-Seine)

Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs

Travailleurs, travailleuses, jeunes,

Vous voulez en finir avec le régime de Giscard, Barre, et Chirac.

« La France vit au dessous de ses moyens » dit le chef des patrons, R. Barre. Quelle France ? Pas celle des travailleurs qui se tuent au travail, pour un pouvoir d'achat toujours plus faible ; pas celle des chômeurs (surtout des jeunes et des femmes), que leur situation pousse parfois au suicide ; pas celle des petits paysans ruinés par le marché commun capitaliste.

Ceux-là vivent dans leur chair l'austérité, le chômage, les licenciements, la ruine de régions entières.

Et Giscard, Barre, Chirac annoncent cyniquement que cela va empirer et durer : le programme de la droite c'est encore plus d'austérité et de misère ; c'est la répression de tous ceux et celles, (travailleurs immigrés, militants syndicaux, antinucléaires, militantes féministes), qui refusent et résistent. La société que nous promet la droite, c'est celle du « travaille et tais toi ». Libéral ce régime ? Libre de se faire exploiter ! Mais pas de contrôler notre travail et ce que l'on produit, pas de refuser le programme nucléaire, pas de dominer son corps et sa vie quand on est une femme.

En mars 1978, la droite demande un nouveau bail, afin d'avoir les mains libres pour bloquer les salaires, licencier, réprimer, tuer.

Dites-lui : non!

Au premier comme au second tour, pas une voix pour ses candidats !

Dehors Giscard-Barre-Chirac.

Mais que peuvent changer le Programme commun et un gouvernement d'Union de la gauche ?

Pendant des années les partis de l'Union de la gauche ont présenté le Programme commun comme le grand moyen de sortir le pays de la crise, de donner satisfaction aux travailleurs et d'amorcer un profond changement de politique.

Après avoir refusé toute riposte unie et résolue contre le plan Barre et le régime Giscard.

Le PC et le PS s'affrontent aujourd'hui sur des questions qui n'ont rien à voir avec les véritables exigences des travailleurs.

Alors que s'impose la lutte pour les 35 heures, pour le droit au travail pour les femmes, pour le partage du travail entre toutes les mains ouvrières sans réduction de salaires, pour la garantie et la progression du pouvoir d'achat, ni l'un ni l'autre ne se proposent de mener de telles luttes, pas plus qu'ils ne s'engagent à donner aux soldats les libertés démocratiques dont disposent les autres travailleurs. Ils ont rivalisé de discrétion et de passivité au moment où la justice française livrait Klaus Croissant. Ils se querellent sur une poignée de filiales, mais ils laisent l'un et l'autre 85 % des entreprises et des salariés entre les mains des patrons. De même, ils sont toujours d'accord pour garder Giscard, respecter l'armement nucléaire et accepter l'auto-détermination des TOM et DOM, maintenir l'armement nucléaire et accepter l'Alliance atlantique.

Le Programme commun, version PC ou PS, ne peut être qu'un programme de gestion du capitalisme. Il ne permet ni de sortir de la crise ni à plus forte raison de marcher au socialisme.

Non décidément ce n'est pas ce qu'attendent les travailleurs ! On ne peut donc leur faire aucune confiance !

Le gouvernement constitué pour appliquer ce programme ne serait pas un gouvernement au service des travailleurs. Par-delà les quelques mesures initiales favorables aux travailleurs (SMIC, augmentation des droits syndicaux, etc.), il serait contraint, faute de rompre avec le système capitaliste, d'en subir la logique en mettant en œuvre une politique d'austérité dite de « gauche » comme le font le Parti travailliste anglais, le Parti socialiste portugais ou encore le Parti communiste italien.

Pour imposer nos revendications et sortir de la crise :

— il faut l'unité des travailleurs ;
— il faut en finir avec ce régime ;
— il faut rompre avec le capitalisme ;
— il faut marcher au socialisme.

Une autre voie est possible !

Celle de la lutte unie des travailleurs pour la défense immédiate et intransigeante de nos revendications :

— le SMIC à 2 400 F et la garantie du pouvoir d'achat ;
— un emploi pour toutes et tous ;
— la semaine de 35 heures ;
— le droit de travailler et de vivre au pays.

Celle de la lutte :

— contre toutes les formes d'oppression et de discrimination envers les femmes, les jeunes et les immigrés ;
— contre le programme électronucléaire du gouvernement ;
— contre notre propre impérialisme, pour le droit à l'autodétermination des TOM-DOM.

Une telle lutte débouche inévitablement sur l'affrontement avec l'appareil d'Etat bourgeois et la nécessité de se battre pour un gouvernement au service des travailleurs. Il s'appuiera sur la mobilisation et l'auto-organisation des masses pour :

— exproprier les grands moyens de production et les banques, instaurer le monopole d'Etat sur le commerce extérieur, réduire massivement le temps de travail ; ces mesures permettront le contrôle et la gestion directe des masses dans le cadre d'une planification démocratique de l'économie ;

— épurer l'administration, démanteler la hiérarchie militaire, armer les travailleurs ;

— développer la solidarité internationale des travailleurs et opposer à l'Europe des polices et du capital l'Europe des travailleurs.

C'est un tel gouvernement que, avec la majorité des travailleurs qui leur font confiance, nous appelons le PC et le PS à former, en refusant tout compromis avec Giscard ou tout autre force bourgeoise, gaullistes ou radicaux « de gauche ».

En réalité aucune de nos revendications les plus élémentaires ne pourra être satisfaite durablement sans abattre le système de profit et d'exploitation qu'est le système capitaliste.

A Gennevilliers, les conséquences de la politique de la droite, c'est :

— des licenciements à la CDC, Colas, Delachaux, Davum (500) ;

— 300 emplois supprimés à Carbone, depuis 1973, des baisses d'effectifs à Chausson (210 en tout à la fin 1977) ;

— la liquidation de Chenard et de la Secan, avec son lot de mutations forcées ;

— 3 000 chômeurs sur Gennevilliers-Villeneuve ;

— des conditions de travail souvent déplorables : quand les travailleurs sont usés, on les jette (El Alaoui, qui a travaillé pendant dix-huit ans, est retrouvé agonisant dans la rue, deux jours après son licenciement) ;

— l'intervention des flics contre les luttes ouvrières ;

— pour les travailleurs immigrés (un quart de la population), c'est la répression, les mesures Stoléru, l'expulsion d'un responsable de l'AMF, de mauvaises conditions de logement (cité de transit au port), pas de droit de vote ; c'est le travail, c'est le silence ou la porte ;

— l'absence d'hôpital et de centres d'interruption de grossesse ;

— la sélection accrue pour les enfants de travailleurs, l'absence de sécurité dans les établissements (effondrement du toit du CES E. Vaillant, de la crèche Kergormard) ;

— c'est un pouvoir d'achat amputé ;

— ce sont des transports déplorables : un métro qu'on attend longtemps, qui entraînera des nuisances (métro aérien).

Les travailleurs n'acceptent pas cette politique d'austérité.

Gennevilliers, ce sont aussi les luttes :

— les grèves exemplaires des Câbles de Lyon, de Chausson, de la General Motors, de Damifer, et plus récemment du Carbonne-Lorraine ;

— la mobilisation unitaire des travailleurs français et immigrés et dans certains cas la constitution de comités de grève ;

— les luttes pour l'avortement et la contraception libres et gratuits (MLAC, groupes femmes) ;

— les actions d'enseignants, d'élèves, des travailleurs contre la sélection, l'autoritarisme dans l'enseignement (réforme Haby).

La volonté de lutte des travailleurs n'a pas trouvé le relais nécessaire des confédérations : pas de coordination, pas de lutte généralisée contre le plan Barre.

Aujourd'hui, alors que beaucoup de luttes ont été subordonnées aux élections, la division PC-PS entraîne un grand désarroi parmi les travailleurs.

Pour en finir, c'est l'unité ouvrière qu'il nous faut !

Unité dans la lutte pour les revendications !

Unité pour chasser Giscard/Barre/Chirac !

Au premier tour en votant pour les révolutionnaires, (pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs), vous direz :

Non à Giscard-Chirac, non à toute austérité, non à la division des rangs ouvriers !

Oui à l'unité, oui au socialisme, oui au pouvoir des travailleurs !

Au deuxième tour, quelles que soient les consignes de G. Marchais et de F. Mitterrand, vous voterez pour le candidat du parti ouvrier arrivé en tête à Gennevilliers/Villeneuve.

Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs

Alain MARTINEZ
ouvrier Chausson
Comités communistes pour l'autogestion

Claire Tortrat
enseignante, syndicaliste
Ligue communiste révolutionnaire

Vu le candidat

Imprimerie Rotographie